

## Conférence des Ministres

5 septembre 1958

On pourrait, je crois, caractériser la situation internationale actuelle en disant que la désintégration du monde se poursuit; ou bien que le tremblement de terre qui depuis la dernière guerre secoue le monde continue à causer des dommages, surtout à l'Occident, et ne paraît pas près de finir. Ou encore que la guerre d'usure contre l'Occident se poursuit, menée avec succès par des adversaires divers et avec des armes de toutes sortes. Quoi qu'il en soit, la structure et la configuration politiques du monde sont en train de se modifier profondément, à une allure et à un rythme qui ne sont plus ceux d'une évolution, mais d'une révolution.

On ne voit pas encore ce que pourra être le nouvel ordre qui s'élabore confusément à travers le désordre actuel. Pour le moment, c'est le désordre qui s'accroît aggravé avec un minimum de moyens et d'efforts de la part de ceux qui espèrent <sup>en</sup> ~~en~~ retirer ~~des avantages~~ <sup>de lui-même</sup>. Ils n'ont pas même besoin de prendre le risque de la guerre. Les choses - si on peut dire - s'arrangent toutes seules pour eux.



*Leurs erreurs, leurs fautes et leurs crimes n'ont pas pour eux les mêmes effets ni la même importance que ceux de leurs adversaires. Qui s'intéresse encore sérieusement à la Hongrie, à la Pologne, aux autres pays asservis par l'URSS ou la Chine ? Parmi ceux qui commandent les destins de l'humanité, il y a deux groupes: les uns - Russes, Chinois, Arabes, Noirs - veulent des changements; les autres - Anglais, Français, Américains - sont en faveur du maintien du statu quo. Dans la lutte qui les oppose, les premiers mènent une guerre de mouvement, les seconds des combats d'arrière-garde, en sachant que les positions qu'ils défendent sont probablement condamnées.*

*Les situations embarrassantes, c'est à peu près toujours les Occidentaux qui s'y trouvent, qu'ils aient tort ou raison. S'ils n'ont pas toujours tort, ils n'ont d'ailleurs jamais entièrement raison. Les Américains avaient sans doute des motifs de débarquer au Liban et les Anglais d'atterrir en Jordanie. Mais ils y étaient à peine entrés, vraisemblablement en vue d'agir sur l'Irak, qu'ils devaient renoncer à une intervention et se trouvaient dans la situation désagréable de chercher un moyen honorable de se retirer. Si les Chinois de Pékin attaquent les îles du détroit de Formose et*

*s'en emparent, que vont faire les Américains dans une région du monde où leur présence ne s'impose pas plus que celle des Chinois ?*

*La politique occidentale est une politique à la petite semaine. Elle ne pourrait être différente que si ceux qui la dirigent avaient le génie - ou étaient libres - de trouver des solutions à la mesure de l'immensité des problèmes qui leur sont posés.*

*Aujourd'hui, la majorité des hommes ne pensent plus comme les Occidentaux et voient en eux des adversaires ou des ennemis. Peut-être n'ont-ils jamais pensé comme eux. Mais s'ils pensaient différemment, on ne le savait pas, parce qu'on ne se préoccupait pas de ce qu'ils pouvaient penser. Aujourd'hui ces masses humaines, courbées sous un destin qu'elles subissaient, prennent leur revanche. Elles se sont mises en marche vers un objectif exclusif qu'elles poursuivront vraisemblablement jusqu'à ce qu'elles l'aient atteint: l'indépendance politique. Leurs intérêts économiques - pour le moment - sont secondaires. Ils reprendront leur importance plus tard.*

*Les positions qu'occupent encore des puissances européennes en dehors d'Europe sont donc précaires et vraisem-*



blablement condamnées à plus ou moins longue échéance. Par des aménagements - comme le statut de l'Afrique noire prévu par la nouvelle constitution française - on pourra peut-être créer des situations intermédiaires ou préparer l'avenir, celui-ci impliquant l'indépendance politique et, dans la meilleure hypothèse, des formes d'association ou de collaboration économique, auxquelles nos régimes d'économie libre occidentaux auront de la peine à s'adapter. C'est pourquoi la forme d'aide économique que l'URSS et ses satellites sont en mesure d'offrir - sans se préoccuper des sacrifices matériels que cela représente pour leurs populations - <sup>a été à leur</sup> ~~a des chances de~~ rester plus séduisante que celle des pays occidentaux. Dans ce débat décisif, ont des chances de l'emporter ceux dont les capacités de sacrifice et de souffrance sont les plus grandes.

Le conflit idéologique qui oppose le monde communiste aux pays non ou anticommunistes s'est ainsi transformé en une lutte entre les mêmes adversaires pour la prépondérance économique dans les pays et les continents incapables de se suffire à eux-mêmes et dont l'existence continue et continuera probablement longtemps à dépendre d'une aide extérieure.

*L'Occident est incontestablement gêné dans cette lutte par les vestiges de la colonisation européenne et de la politique des USA depuis la dernière guerre, politique trop exclusivement inspirée de la crainte, d'ailleurs justifiée, d'une extension du communisme: cette politique a réussi en Europe; elle a probablement même sauvé l'Europe occidentale. Mais en Asie, elle a passé à côté des réalités; elle a poussé les USA comme leurs alliés européens à s'appuyer sur des régimes condamnés et qui n'étaient plus soutenus par la volonté populaire, de sorte que les révolutions étaient dirigées en même temps contre les régimes et contre les Occidentaux.*

*Il est difficile de prévoir l'évolution que suivront les pays qui sont actuellement l'enjeu de cette lutte et sont engagés dans la voie de l'indépendance politique. Vont-ils nécessairement devenir des pays communistes, même si leurs dirigeants actuels ne le veulent pas? Certains le pensent et considèrent que l'Islam sera le véhicule du communisme en Afrique, où il se répand beaucoup plus rapidement et largement que le christianisme, parce qu'il est plus accessible aux masses noires par sa simplicité.*



Bien que les perspectives soient actuellement assez sombres pour l'Occident, les possibilités de celui-ci restent encore très grandes dans la lutte qui se poursuit, mais elles ne pourront être utilisées ni même à donner tout leur sens, prochain tous leurs effets, avant que la situation ne s'ouvre. La seule politique des Nations Unies, si elle est sage, ne résout rien de valable.

Sur les faits politiques les plus récents, il ne me paraît pas utile d'épiloguer longuement. Comme les événements détruisent les événements, selon le mot de Chateaubriand, beaucoup d'entre eux perdent rapidement leur actualité. Il y en a cependant qui la gardent, soit parce que leurs effets sont durables, soit parce qu'ils ont la valeur de signes donnés par le destin.

Ainsi il n'y a pas de doute que le sputnik soviétique qui s'est mis à tourner autour de la terre quelques semaines après notre conférence de l'an dernier marque une date dans l'histoire politique de l'Europe et du monde, en plaçant d'un coup l'URSS au premier rang dans deux domaines: ceux de la science et de la technique, où elle avait toujours été tributaire de l'Europe et à sa remorque.

Aujourd'hui, les événements les plus marquants sont ceux qui se déroulent dans le Proche-Orient, en Extrême-Orient et en France et dans son empire.

*Ceux qui se sont passés en Irak et qui se passent en Jordanie et au Liban sont des épisodes d'une évolution qui se poursuivra vraisemblablement, sans cependant - à moins d'un accident - qu'ils finissent dans une guerre.*

*Il est plus difficile d'évaluer les risques d'un conflit armé dans lequel seraient impliqués la Chine et les Etats-Unis à cause de Formose. Cela dépend surtout des intentions chinoises, qui sont impénétrables. On peut douter que le Gouvernement de Pékin, quelle que soit sa confiance en soi, s'expose déjà au risque d'une guerre avec les USA, mais il est probable que la Chine, qui réalise son industrialisation à pas de géant, est impatiente de devenir une puissance mondiale et surtout d'être reconnue comme telle.*

*Quant à l'accession au pouvoir du Général de Gaulle, c'est comme un courant d'air frais qui a passé sur la France et surtout le monde occidental. Enfin un homme d'Etat qui, au lieu de liquider ou de ne pas liquider les affaires courantes, agit avec le sentiment qu'il accomplit une mission, qui a le courage de mettre de l'audace dans ce qu'il entreprend et qui donne un style à sa politique ! Cela ne suffit pas, sans doute, à résoudre le problème de l'Algérie,*



ni même celui des institutions politiques de la France. Cela finira peut-être mal, si le Général échoue. Mais il n'y a pas de doute que celui-ci ouvre une chance, pour son pays et pour l'Europe, par les vues larges qu'il peut avoir sur les problèmes à résoudre et parce que les intérêts qu'il défend sont d'une nature élevée et n'ont pas cette odeur de pétrole qui rend si suspecte la politique britannique ou américaine.

Nous sommes les spectateurs attristés et inquiets de cette évolution, dont nous savons bien qu'elle nous concerne aussi. Nous subissons ces événements, sur lesquels nous n'avons guère de prise.

Toutefois nous ne pouvons nous empêcher de nous poser une question: celle de notre position dans le monde en mouvement actuel et du rôle que notre pays pourrait éventuellement jouer dans cette lutte qui se déroule sous le couvert de l'aide aux pays sous-développés.

On peut évidemment penser que notre position internationale est satisfaisante, que nous avons un minimum de difficultés avec d'autres pays, que la grande politique n'est pas notre affaire, que dans le domaine de la collaboration internationale nous devons être actifs, mais



que, quand il s'agit de collaboration économique, nous devons surtout défendre nos propres intérêts.

Je crois que tout cela est juste, mais je me demande si c'est suffisant. C'est pourquoi j'ai prévu comme thème de notre discussion d'aujourd'hui - dans l'espoir de provoquer des opinions et des suggestions de votre part - les possibilités ouvertes à une neutralité active dans le monde actuel. Des questions viennent à l'esprit. Est-ce que nous ne nous tenons pas trop à l'écart des grands problèmes qui conditionnent notre avenir comme celui des autres pays européens ? Est-ce que notre répugnance à participer à la solution de ces problèmes, quand ils ne touchent pas à nos intérêts immédiats, est-ce que l'espèce de somnolence politique dans laquelle nous vivons ne risquent pas à la longue d'être pernicieuses pour un peuple comme le nôtre, dont l'absence d'épreuves et la prospérité ont tendance à détourner l'attention des problèmes qui ne le touchent pas directement ?

D'un autre côté, - et vis-à-vis de l'extérieur, - est-ce que notre position d'Etat qui invoque sa neutralité pour se tenir à l'écart des institutions politiques ne sera pas de plus en plus difficile à justifier, à mesure

que la neutralité n'est plus une spécialité suisse et ne s'avère plus comme un obstacle à la participation à des organisations internationales comme les Nations Unies ?

Dans les années qui viennent, nous devons faire le point et réexaminer sans idée préconçue notre position vis-à-vis des organisations internationales politiques: Nations Unies et institutions européennes.

Pour ces dernières, la question se posera lorsqu'un accord sera intervenu sur une zone de libre échange ou une association économique européenne. Il est vraisemblable qu'on voudra soumettre cette nouvelle institution à une assemblée parlementaire, qui pourrait être le Conseil de l'Europe, peut-être modifié. Nous pouvons donc attendre pour arrêter une attitude à ce moment-là.

Pour les Nations Unies, nous avons toujours expliqué et justifié jusqu'à présent notre abstention par notre statut de neutralité. Quand l'Autriche a adhéré aux Nations Unies après la signature du traité d'Etat et la reconnaissance de sa neutralité, nous avons joué sur la différence de caractère des deux neutralités, en considérant que celle de l'Autriche était moins pure, <sup>il était/</sup> n'~~avait~~ pas tout à fait <sup>de</sup> ~~les~~ mêmes qualités que la nôtre. On ne peut toutefois méconnaître que,



*dans la pratique, la neutralité n'est plus incompatible avec la qualité de membre des Nations Unies et que la Suède et l'Autriche ne sont pas considérées comme des pays moins neutres que la Suisse. J'ai toujours pensé jusqu'à présent qu'il était dans notre intérêt de nous singulariser, en ce sens que nous devons chercher à apparaître comme un cas sui generis. Mais aujourd'hui on peut commencer à se demander si une telle attitude ne comporte pas un inconvénient: celui que la comparaison de notre neutralité avec celle d'autres pays (Suède, Autriche) fait ressortir les aspects négatifs de notre neutralité et de la politique qu'elle inspire. L'interprétation erronée donnée à la déclaration du Conseil fédéral sur l'armement atomique nous fait considérer - et pas seulement pour des motifs de propagande - comme étant très proches de l'OTAN, parce que seule la puissance dirigeante de l'OTAN, les USA, pourrait nous fournir actuellement des armes atomiques. Cette méfiance - injustifiée - combinée avec l'effet produit par le refus de notre opinion publique et des milieux les plus divers de notre pays - ainsi les milieux scientifiques et sportifs - d'établir quelque contact que ce soit avec l'URSS sont de nature, à la longue, à altérer sérieusement*

nos rapports avec l'URSS, la Chine et les pays satellites. La Suède fait à cet égard une politique beaucoup plus souple que la nôtre. Quant à l'Autriche, elle a cette particularité - je ne dis pas cet avantage - que sa politique de neutralité s'exprime par deux voix différentes: celle du Chancelier Raab, très compréhensive à l'égard de l'URSS et de sa politique, et celle du Ministre des affaires étrangères Figl, très positive à l'égard de l'intégration européenne. Ce sont là des phénomènes ~~très~~ temporaires qui ne doivent pas influencer sur notre politique, dont la valeur repose sur sa continuité et sur le refus de se laisser attirer par des circonstances passagères. Néanmoins, je ne crois pas que la Suisse puisse indéfiniment rester à l'écart des Nations Unies sans courir le risque d'un affaiblissement de sa position internationale et sans s'exposer à être considérée comme quantité négligeable. Le moment approche peut-être où nous devons reviser notre attitude à l'égard des Nations Unies, surtout si celles-ci deviennent universelles, parce que notre neutralité ne sera plus un obstacle réel, une raison valable pouvant être opposée à notre adhésion, <sup>si et là</sup> malgré les inconvénients qu'aurait pour nous notre qualité de membre. Il va de soi que, sans pouvoir prétendre



obtenir une déclaration comme celle de 1920, nous devrions faire les réserves nécessaires concernant notre neutralité.

Si je soulève cette question, c'est parce que je pense que nous ne devons pas la perdre de vue. Mais ne tirez pas de ces considérations strictement personnelles la conclusion que j'envisage à brève échéance de proposer une modification de notre politique actuelle. <sup>renouveler</sup> Mais il y a là un problème virtuel.

Des problèmes plus actuels qui nous préoccupent le plus important est celui des négociations sur une zone de libre échange européenne ou - suivant la terminologie nouvelle - une "association économique européenne". Je ne veux pas aborder ce sujet, puisque M. le Ministre Schaffner vous l'exposera tout à l'heure.

En revanche, je vous dirai quelques mots de la dotation éventuelle de l'armée suisse en armes atomiques, qui a fait l'objet d'une déclaration du Conseil fédéral le 11 juillet dernier.

Cette déclaration a provoqué de vives réactions, tant en Suisse même qu'à l'étranger. Le moment auquel cette déclaration a été faite a surpris, surtout à l'étranger. Elle était nécessaire du point de vue de notre politique intérieure.

Elle ne l'était pas vis-à-vis de l'extérieur.

La question de l'utilisation éventuelle d'armes atomiques par l'armée suisse a été ouverte publiquement par la constitution d'un comité qui se proposait de lancer une initiative constitutionnelle tendant à exclure l'usage d'armes atomiques par notre armée. Ce comité, constitué sous le patronage d'un conseiller national socialiste, a provoqué une déclaration de 35 personnalités socialistes et syndicalistes opposées à l'initiative. La question de principe étant soulevée devant l'opinion publique, une prise de position du Conseil fédéral ne pouvait être évitée. Elle a eu lieu à un moment où le problème n'avait pu être étudié ~~sous tous ses aspects~~ et ne pouvait pas être étudié sous tous ses aspects. La question si l'armée suisse disposera ou non d'armes atomiques n'est donc pas résolue et ne le sera vraisemblablement pas <sup>avant/</sup>~~pour~~ longtemps. L'initiative du comité contre l'armement atomique a été intempestive en ce sens qu'elle a donné de l'actualité à une question qui ne peut pas présenter un caractère d'urgence pour notre pays, puisque nous ne sommes aujourd'hui en mesure, ni de fabriquer nous-mêmes des armes atomiques, ni de chercher à nous en procurer à l'étranger sans nous exposer à des risques politiques que nous n'avons pas l'intention de prendre.



*La discussion se poursuit dans l'opinion publique suisse. Etant donnée la tendance de nos concitoyens à se désintéresser des affaires publiques, il n'est pas mauvais que de temps en temps il y ait une question vivement controversée. Pour le moment, la discussion ne peut avoir qu'un caractère académique.*

*On peut se demander si, sur le plan international, la déclaration du Conseil fédéral - par les réactions qu'elle a provoquées - ne nous a pas causé un préjudice, et cela moins par son contenu réel que par l'interprétation et la portée qui lui ont été données.*

*Elle a été approuvée - cela va de soi - dans les pays où se pose également la question de l'armement atomique et où celle-ci est controversée. Elle vient à l'appui de la thèse des partisans de cet armement.*

*En revanche, elle peut gêner les puissances atomiques, qui désirent garder le monopole des armes atomiques et se réserver chacune le choix des pays à la disposition desquels elles mettront de telles armes. Ces puissances-là sont les plus mal placées pour émettre des critiques, puisqu'elles reprochent à d'autres pays d'imiter - ce qu'ils font d'ailleurs contre leur gré - le mauvais exemple qu'elles*

donnent. Si les puissances atomiques ont le sincère désir de s'entendre pour mettre fin aux essais de bombes et pour écarter le risque d'une guerre atomique, la déclaration du Conseil fédéral ne peut qu'attirer leur attention sur l'urgence d'un accord si elles veulent éviter que d'autres pays ne cherchent à fabriquer de telles armes ou à s'en procurer. C'est d'ailleurs l'URSS, la Chine et les satellites qui se sont montrés les plus agressifs. Il est clair que la déclaration du Conseil fédéral va à l'encontre de la propagande faite par l'URSS dans le domaine des armes nucléaires.

J'attacherais plus d'importance à l'atteinte à notre crédit qu'aurait eu pour effet la déclaration du Conseil fédéral dans les pays extraeuropéens, où, jusqu'à présent, le prestige ou, pour employer une expression plus modeste, la réputation de la Suisse comme pays pacifique était intacte. Il serait utile que nos chefs de mission dans ces pays s'efforcent de mettre les choses au point, expliquent les motifs qui ont engagé le Conseil fédéral à faire sa déclaration et précisent la portée de celle-ci.



*J'arrive au terme des considérations un peu abruptes et sommaires par lesquelles je voulais ouvrir notre Conférence d'aujourd'hui. Nous sommes entrés dans une époque ou la stagnation, dans les idées comme dans l'action, n'est plus compatible avec les exigences de la réalité. Ici, en Suisse, nous vivons un peu dans une tour d'ivoire. Nous devons éviter que la ligne politique que nous suivons ne devienne une ornière. La plupart d'entre vous ont le privilège de vivre plus près de l'un ou l'autre <sup>de</sup> des problèmes qui donnent à l'existence <sup>actuelle</sup> /des peuples ~~de~~ ~~notre temps~~ une allure de tragédie et dont le poids et l'évolution influenceront aussi sur l'avenir de notre pays. C'est pourquoi le Conseil fédéral, qui vous est reconnaissant du dévouement avec lequel vous défendez les intérêts qu'il vous a confiés, vous demande aussi de participer et de collaborer à la formation de la volonté qui doit inspirer la politique extérieure de notre pays, une politique solidement fondée sur la tradition, mais qui, pour rester vivante, doit oser affronter avec lucidité les problèmes que pose le temps présent.*

*J'espère vivement que la discussion d'aujourd'hui vous donnera l'occasion de manifester l'intérêt que vous portez à ces problèmes.*